Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - - WETGEVING
L.
- 5. MAI 1964
Transmis à M. - Coordination
Overgemaakt aan de H.

C

MTL.

L.8763/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 6 mars 1964, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à la détermination et à la vérification des aptitudes physiques requises des candidats à certains emplois publics", a donné le 26 mars 1964 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 6e maart 1964 door de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot bepaling en controle van de lichamelijke voorwaarden welke van de kandidaten voor sommige openbare betrekkingen vereist worden", heeft de 26e maart 1964 het volgend advies gegeven :

C.E. - R.S.
5.V.64

Le projet remplace l'arrêté royal du 30 mars 1939 déterminant les aptitudes physiques requises des candidats aux emplois publics et en réglant la vérification.

La décision finale concernant l'aptitude physique des candidats ne sera plus prise par le médecin dirigeant du service de santé administratif (arrêté royal du 30 mars 1939, article 9, alinéa 4), mais par une "commission d'arbitrage".

Cette commission est créée et son fonctionnement organisé par un autre projet soumis en même temps au Conseil d'Etat (L. 8764).

La commission d'arbitrage a pour seule mission de décider de l'aptitude physique des candidats; par souci de coordination des textes, le Conseil d'Etat suggère de fusionner les deux projets.

L'arrêté royal qui résulterait de cette fusion pourrait être divisé de la manière suivante :

.../...

Chapitre Ier. - De l'examen médical : articles 1er à 7 du projet L. 8763.

Chapitre II. - Des réclamations : articles 8 à 13 du projet L. 8763.

Chapitre III. - Du collège des médecins : articles 1er à 5 et 7 à 9 du projet L. 8764.

Chapitre IV. - Des décisions : articles 14 à 19 du projet L. 8763.

Chapitre V. - Dispositions finales et transitoires : articles 20 à 24 du projet L. 8763.

\+

\+ +

CHAMP D'APPLICATION DU PROJET.

Le champ d'application du projet est peu précis.

Après avoir visé dans son préambule l'article 66, alinéa 2, de la Constitution et l'article 17 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, le projet dispose en ses articles 1er et 14 :

.../...

"Article 1er.-

Avant d'être admis ou nommé, à quelque titre que ce soit, à un emploi des administrations de l'Etat ... ".

"Article 14.-

Ne peut être admis dans une administration de l'Etat ni acquérir la qualité de stagiaire ou d'agent de l'Etat, le candidat ... ".

En faisant appel à la notion d'"administrations de l'Etat", le projet adopte la terminologie de l'article 1er du statut du 2 octobre 1937 et de l'arrêté royal du 30 mars 1939, terminologie qui manque de précision dès lors qu'aucune disposition ne définit ce qu'il faut entendre par cette notion.

D'autres dispositions applicables aux agents font appel à des notions différentes : le statut pécuniaire s'applique "au personnel des Ministères" (arrêté royal du 22 février 1963) - le statut syndical s'applique notamment "aux agents de l'administration générale du Royaume" (arrêté royal du 20 juin 1955).

Rien n'impose que les statuts administratif, pécuniaire et syndical aient le même champ d'application, mais il serait souhaitable qu'ils fassent appel aux mêmes notions et adoptent la même terminologie (avis du Conseil d'Etat avant l'arrêté royal du 20 juin 1955, Moniteur belge du 22 juin 1955).

\+ +

Suivant les explications données par le fonctionnaire délégué du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le projet serait applicable aux agents des administrations placées sous l'autorité des Ministres, qu'ils soient définitifs, temporaires, auxiliaires ou sous contrat; il serait également applicable aux stagiaires candidats agents de l'Etat au sens du statut du 2 octobre 1937. Le projet ne s'appliquerait pas aux membres du personnel enseignant.

Le Gouvernement pourrait, dès lors, employer la formule "agents de l'administration générale du Royaume" ou celle de "personnel des Ministères".

S'il maintient la formule "administrations de l'Etat", il y aurait lieu de préciser dans le texte, ou tout au moins dans un rapport au Roi, ce qu'il faut entendre par cette notion et quelles sont les catégories d'agents qui occupent "un emploi des administrations de l'Etat".

\+

\+ \+

INTITULE.

Le projet ne fixant plus de critères d'aptitude physique, son intitulé pourrait être rédigé de la manière suivante :

"Arrêté royal relatif à la vérification des aptitudes physiques requises des candidats à certains emplois publics".

\+ \+

.../...

PREAMBULE.

C'est dans l'article 66, alinéa 2, de la Constitution que le Roi puise le pouvoir de fixer la réglementation relative au recrutement des agents de l'administration générale du Royaume. Il n'est, dès lors, nullement nécessaire de viser dans le préambule l'article 17 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, qui n'a trait qu'aux agents de l'Etat stricto sensu; si ce visa était maintenu, il y aurait lieu, pour qu'il ne puisse être soutenu que le projet ne s'applique qu'aux seuls agents de l'Etat au sens du statut de 1937, de viser les divers arrêtés fixant des statuts spéciaux, des agents temporaires, des ouvriers temporaires, des auxiliaires et des statuts particuliers à certaines fonctions.

Si, toutefois, l'intention du Gouvernement était d'appliquer le projet à d'autres catégories d'agents, dont le statut est fixé par ou en vertu de dispositions légales ou particulières, il conviendrait de compléter le préambule par la référence à ces dispositions.

\+ +

Dans le préambule est visé l'arrêté royal portant réforme de la situation administrative des agents de l'Etat, et notamment son article 3; il s'agit de l'arrêté royal du 16 mars 1964 modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 et certains autres arrêtés relatifs au statut des agents de l'Etat publiés au Moniteur belge du 25 mars 1964.

.../...

On doit cependant dire, comme pour le visa précédent, que cet arrêté royal n'aura trait qu'aux agents de l'Etat stricto sensu et que, dès lors, il n'y a pas lieu de le viser.

\+ +

Si le Gouvernement rédigeait un rapport au Roi, comme il vient d'être suggéré, les considérants figurant au préambule pourraient y trouver place.

De toute façon , leur insertion dans le préambule du projet n'est nullement nécessaire.

\+ +

Article ler.

En plus des remarques relatives au champ d'application du projet, l'article ler appelle les observations suivantes.

Le projet s'applique aux stagiaires candidats agents de l'Etat. Lors de leur recrutement, ils sont soumis à un examen médical (arrêté royal du 20 janvier 1939 déterminant le fonctionnement et les attributions du Secrétariat permanent au recrutement, article 12 - projet d'arrêté royal relatif aux épreuves de carrière des agents de l'Etat, article 5, ayant fait l'objet de l'avis L. 8602).

.../...

On ne peut toutefois considérer, tout au moins en ce qui concerne les stagiaires candidats agents du niveau 1, qu'ils occupent un emploi; il y aurait , dès lors, lieu d'en faire mention d'une manière distincte dans le texte de l'article 1er.

\+ +

L'alinéa 2 gagnerait à être rédigé de la manière suivante :

"Lorsqu'il s'agit de candidats étrangers à l'administration, lauréats de concours de recrutement en vue d'une nomination définitive, l'examen médical a lieu à la demande des autorités chargées de l'organisation des concours; dans les autres cas, il a lieu à la demande du Ministre intéressé".

\+

\+ +

Article 2.

Suivant cet article, "sont dispensés de l'examen médical prescrit pour l'admission à titre définitif, les agents qui, déjà antérieurement, ont été reconnus définitivement aptes par le service de santé administratif et qui, depuis lors, sont restés en activité de service sans interruption".

Le stagiaire candidat agent de l'Etat du niveau 1 n'occupant pas un emploi, il semble qu'il y aurait lieu de prévoir que le temps passé en stage compte comme activité de service pour l'application du présent article.

\+

En disposant que l'agent doit être resté en activité de service "sans interruption", le projet manque de précision. Il y aurait lieu de prévoir ce qu'il faut entendre par "interruption". Il doit s'agir sans doute de l'interruption volontaire dont il est question notamment dans le statut pécuniaire (arrêté royal du 22 février 1963, article 16), ou dans les articles 64 et 66 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, tel qu'il est modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964 (L.8594), mais également d'une interruption involontaire pour maladie car une telle interruption peut justifier un nouvel examen médical.

L'alinéa 1er de l'article 2 du projet devrait, dès lors, être précisé.

\+ +

L'alinéa 2 de l'article 2 gagnerait à être rédigé de la manière suivante :

"Toutefois, lorsque des conditions spéciales d'aptitude physique sont requises, seul bénéficie de la dispense l'agent qui en a déjà justifié".

\+

\+ +

Article 3.

En disposant que "l'aptitude physique n'est prononcée définitivement que lorsque l'agent a atteint l'âge de 18 ans", le projet reprend une disposition de l'arrêté royal du 30 mars 1939.

.../...

La fixation de cette limite d'âge trouverait son origine, selon les explications qui furent données par le fonctionnaire délégué du Ministre, dans les dispositions réglementaires relatives à la tutelle sanitaire des adolescents au travail.

Cet âge de 18 ans était fixé comme limite par ces dispositions en vigueur en 1939; il y a lieu de noter que, depuis l'arrêté du Régent du 18 octobre 1945, la tutelle sanitaire des adolescents au travail s'exerce jusqu'à l'âge de 21 ans.

Il appartient au Gouvernement de décider s'il y a lieu de modifier l'article 3 du projet en ce sens.

\+

\+ \+

Article 4.

En disposant en son alinéa 1er que "les visites et les examens médicaux ont lieu dans les centres médicaux du service de santé administratif", le projet semble prévoir que l'aptitude physique des candidats sera examinée lors de visites et lors d'examens; tous deux ayant lieu dans les centres médicaux du service de santé administratif, on n'aperçoit pas la distinction qu'il y a lieu de faire entre les visites d'une part et les examens d'autre part.

Il est, dès lors, suggéré d'omettre les mots "les visites et".

\+ \+

L'alinéa 2 trouverait mieux sa place dans une circulaire ministérielle; les mesures qui y sont prévues sont d'ordre intérieur et ne nécessitent pas une habilitation par arrêté royal.

\+

\+ \+

Article 5.

L'article 5 du projet gagnerait à être rédigé de la manière suivante :

"Article 5.-

Les candidats sont convoqués pour subir l'examen médical par les soins du service de santé administratif. Si, sans motif valable, ils ont négligé de donner suite à deux convocations successives, la seconde étant faite sous pli recommandé à la poste, le service de santé administratif en avertit les autorités à la demande desquelles l'examen a été décidé; à défaut de motif dont la validité est appréciée par ces autorités, celles-ci déclarent nulle la candidature des intéressés".

\+

\+ \+

Article 6.

En son alinéa 2, l'article 6 énumère les diverses décisions que le médecin examinateur peut prendre :

Il "conclut , sous réserve éventuelle, à l'admissibilité, au maintien en service, à l'ajournement ou à la non-admissibilité du candidat".

.../...

Le maintien en service se confond avec l'admissibilité à un nouvel emploi; cette notion doit être omise.

\+ +

L'article 8 et la version néerlandaise de l'article 6 prévoient que la décision peut être l'admission sous réserve. Il y a lieu, dès lors, de mettre la version française dudit article 6 en concordance avec cette disposition. A cette fin, le second alinéa de l'article 6 pourrait être rédigé de la manière suivante :

"Au dos de la déclaration d'identité, le médecin consigne les résultats de son examen et conclut à l'admissibilité, à l'admissibilité sous réserve, à l'ajournement ou à la non-admissibilité du candidat".

\+

\+ +

Article 7.

Cet article a trait à la notification de la décision du médecin examinateur. Cette décision est notifiée à l'intéressé; elle n'est notifiée aux autorités qui ont provoqué l'examen médical que dans l'hypothèse où elle est "sans réserve aucune" favorable.

On peut se demander si cet article est complet et suffisamment précis.

En disposant que les autorités, à la demande desquelles l'examen a eu lieu, sont avisées de la décision lorsqu'elle est "sans réserve favorable", l'article 7, alinéa 2, n'exige pas la notification à ces autorités d'une décision d'admissibilité sous réserve alors que les

candidats déclarés admissibles sous réserve deviennent agents mais sont soumis en vertu de l'article 16 à des examens périodiques. Il est possible que les candidats admissibles sous réserve n'introduisent pas de réclamation contre cette décision; il paraît, dès lors, nécessaire de prévoir la notification de celle-ci aux autorités qui ont provoqué l'examen.

De même, le projet ne prévoit pas la notification à ces autorités des décisions défavorables ,de non-admissibilité ou d'ajournement; si les candidats acceptent ces décisions et n'introduisent pas de réclamations, il semble nécessaire de prévoir la notification de ces décisions aux autorités qui ont provoqué l'examen.

\+ +

L'alinéa 2 de l'article 8 a également trait à la notification de la décision du médecin examinateur; il est suggéré de l'insérer dans l'article 7.

\+ +

L'article 7 devrait être revu à la lumière de ces observations.

\+

\+ +

Article 8.

Il est suggéré de rédiger l'alinéa 1er de la manière suivante :

.../...

"Si le médecin conclut à la non-admissibilité, à l'ajournement ou à l'admissibilité sous réserve du candidat, celui-ci peut, dans les dix jours de la notification qui lui est faite de cette décision, demander que les motifs ayant servi de base à celle-ci soient communiqués à un médecin de son choix. Ce médecin peut, dans les dix jours qui suivront la communication de ces motifs, réclamer un examen en consultation avec le médecin qui a pris la décision; il peut également adresser à ce médecin un rapport réfutant les motifs invoqués".

\+ +

Comme il vient d'être dit, l'alinéa 2 devrait trouver sa place à l'article 7.

\+ +

Afin de rendre le texte de l'alinéa 2 plus clair, il y aurait lieu de remplacer les mots "si la conclusion défavorable concerne un handicapé" par les mots "si la décision de non-admissibilité, d'ajournement ou d'admissibilité sous réserve concerne un handicapé".

\+

\+ +

Article 9.

L'appellation "commission d'arbitrage" est peu adéquate pour désigner un collège de médecins qui est compétent pour prendre une décision relative aux aptitudes physiques des candidats.

Il est suggéré de remplacer cette appellation par celle de "collège de médecins".

\+ +

Tenant compte de cette observation, il est proposé de rédiger cet article de la manière suivante :

"Article 9.-

Si le médecin examinateur et le médecin choisi par le candidat se mettent d'accord, la conclusion de l'examen médical est soit maintenue, soit modifiée.

En cas de désaccord entre ces médecins, le dossier est transmis d'office à un collège de médecins, qui prend la décision".

\+

\+ +

Article 10.

Tenant compte de l'observation faite sous l'article 9, l'article 10 du projet devrait être rédigé de la manière suivante :

"Article 10.-

Lors de sa comparution devant le collège de médecins, le candidat peut demander à être assisté de son médecin qui, dans ce cas, est entendu à titre consultatif".

\+

\+ +

Article 11.

Suivant l'article 11, "la décision ne comportant pas une admission immédiate ou sous réserve, ne peut être prise à l'égard d'un intéressé handicapé ... qu'après avoir recueilli l'avis du Fonds national dont question ci-avant".

Il résulte de l'article 8, alinéa 2, que toutes les décisions défavorables doivent être notifiées au Fonds national, notamment, par conséquent, la décision d'admissibilité sous réserve; si cette notification doit avoir lieu, c'est afin de permettre à ce Fonds de donner l'avis prévu à l'article 11.

On ne voit, dès lors, pas la raison pour laquelle la décision d'admissibilité sous réserve ne devrait pas être prise après avoir recueilli l'avis de ce Fonds.

Le texte néerlandais du projet prévoit que l'avis doit être recueilli sauf lorsque la décision est une décision d'admissibilité immédiate et définitive.

Suivant les explications données par le fonctionnaire délégué, c'est le texte néerlandais qui répondrait exactement aux intentions du Gouvernement. Il y aurait, dès lors, lieu de modifier le texte français en conséquence.

Il est suggéré de rédiger l'alinéa 1er de l'article 11 de la manière suivante :

"Le médecin examinateur et le médecin du candidat ou le collège de médecins ne peuvent prendre une décision de non-admissibilité, d'ajournement et d'admissibilité sous réserve d'un candidat handicapé, enregistré comme tel par le Fonds national de reclassement social des handicapés, qu'après avoir recueilli l'avis dudit Fonds national" .

\+ +

Si le Gouvernement suit la suggestion formulée sous les articles 7 et 8 d'insérer l'article 8, alinéa 2, dans l'article 7, il y aura lieu de modifier les références citées dans l'article 11, alinéa 2.

\+

\+ +

Article 12.

L'article 12 gagnerait à être rédigé de la manière suivante :

"Article 12.-

La décision définitive, qu'elle résulte de l'accord entre le médecin examinateur et le médecin du candidat, ou qu'elle soit prise par le collège des médecins, est notifiée au candidat , aux autorités qui ont fait procéder à l'examen ainsi qu'au Fonds national de reclassement social des handicapés si l'intéressé est enregistré comme tel par ledit Fonds. Mention de cette décision est portée au dos de la déclaration d'identité dont il est question à l'article 6".

\+

\+ +

Article 13.

Cet article fait de nouveau appel à la notion de décision "défavorable". Il est présumé qu'il faille donner à cette notion le même sens qu'à l'article 8.

Cet article gagnerait, dès lors, à être rédigé de la manière suivante :

"Article 13.-

Les honoraires du médecin traitant dont l'assistance a été invoquée en application des articles 8, 9 et 10, sont à charge du candidat si la décision finale n'est pas une décision d'admissibilité sans réserve".

\+

\+ +

.../...

Article 14.

Le champ d'application du projet étant fixé par l'article ler, il n'est nullement nécessaire de le rappeler au début de l'article 14.

Si le Gouvernement estimait devoir maintenir ce rappel, il y aurait lieu de supprimer les mots "ou d'agent de l'Etat"; cette catégorie d'agents est, en effet, comprise dans les termes plus généraux d'agent d' "une administration de l'Etat".

\+ +

Les conditions particulières auxquelles certains candidats doivent satisfaire ne sont pas prévues par l'article 18 du projet, mais par son article 17. C'est donc celui-ci qui doit être rappelé à l'alinéa ler.

\+ +

L'alinéa 2 revient à dire que l'article 14 est pris sans préjudice de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947. Une telle disposition pourrait figurer au début de l'article.

\+ +

Il est suggéré de rédiger l'article 14 de la manière suivante :

"Article 14.-

Sans préjudice des dispositions spéciales prévues en exécution de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947, ne satisfait pas à l'examen médical :

.../...

1° le candidat qui souffre d'une infirmité ou d'une affection stabilisée, incompatible avec l'exercice normal des fonctions afférentes au grade à conférer lors du recrutement ou de la nomination;

2° le candidat qui ne répond pas aux conditions particulières qui peuvent être prévues en application de l'article 17".

\+

\+ \+

Article 15.

On pourrait croire à la lecture de l'article 15 que l'admissibilité sous réserve doit nécessairement être précédée d'un ajournement. Ce n'est cependant nullement l'intention du Gouvernement qui, à l'article 6 du projet, en fait deux décisions totalement distinctes l'une de l'autre.

On peut, dès lors, estimer qu'une disposition relative à l'admissibilité sous réserve devrait être insérée entre les articles 14 et 15.

S'inspirant de l'article 24 de l'arrêté royal du 14 février 1961 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, le Conseil d'Etat suggère d'insérer après l'article 14, la disposition suivante :

"Article ....

S'il n'a pas été possible de juger avec certitude l'aptitude physique du candidat, il peut être déclaré admissible sous réserve; dans ce cas, le candidat est admis à la nomination ou au stage".

\+ \+

L'article 15 gagnerait à être rédigé de la manière suivante :

"Article 15.-

L'ajournement est prononcé à l'égard du candidat atteint d'une affection en cours d'évolution ou sujette à récidive et susceptible d'empêcher l'exercice normal de la fonction pour laquelle un recrutement est organisé.

Dès qu'il est constaté que l'affection dont souffre le candidat ne présente aucun danger de contagion et que son affectation n'est pas susceptible de nuire à sa guérison ou de la retarder notablement, il peut être déclaré admissible sous réserve".

\+

\+ +

Article 16.

Il s'indiquerait de rédiger cet article au singulier comme il est proposé par le Conseil d'Etat pour les articles précédents.

\+ +

Le projet ne s'appliquant pas uniquement aux agents de l'Etat stricto sensu, l'alinéa 4 devrait être rédigé d'une autre manière :

"Lorsque, à l'expiration de cette période de trois ans, le service de santé administratif n'a pu se prononcer définitivement, le candidat ajourné et l'agent admis sous réserve sont exclus par l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination; toutefois, si le grade qu'ils postulent ou dont ils sont titulaires est un grade d'agent de l'Etat du niveau 1, l'exclusion est prononcée par le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions".

\+

Article 17.

Cet article gagnerait à être rédigé comme suit :

"Article 17.-

Des arrêtés ministériels fixent, par Ministère, les conditions d'aptitude, physique particulières qui doivent être réunies pour être nommé à certains grades qu'ils indiqueront.

Ces arrêtés ministériels sont pris sur avis du service de santé administratif et du Fonds national de reclassement social des handicapés".

\+

\+ \+

Article 18.

On peut se demander si cet article est complet.

L'article 27 de l'arrêté royal du 14 février 1961 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public dispose :

"Article 27.-

Au cas où des conditions d'aptitude physique particulières sont imposées par le tableau des grades, les articles 24 à 26 ne sont pas applicables. Ces conditions doivent être remplies immédiatement et de manière certaine".

Ne faut-il pas prévoir une disposition similaire et exclure l'application des articles 15 et 16 dans les cas où des conditions d'aptitude physique particulières sont exigées ?

Si telle était l'intention du Gouvernement, il y aurait lieu d'apporter à l'article 18 les modifications nécessaires.

A l'alinéa ler , les mots "lors de la publication du recrutement" pourraient être remplacés par les mots "lors de l'appel aux candidats".

\+

\+ +

Article 19.

Les mots "postule un grade dont l'accès requiert des aptitudes physiques particulières" seraient avantageusement remplacés par les mots "postule un grade pour lequel des aptitudes physiques particulières sont requises".

\+

\+ +

Article 20.

Cette disposition n'a aucun caractère réglementaire; il s'indiquerait de la faire figurer dans une circulaire.

\+

\+ +

Article 21.

Cet article gagnerait à être rédigé de la manière suivante :

"Article 21.-

Les agents qui, en qualité d'agent de complément du Ministère de la Défense nationale, ont été reconnus aptes par le service médical de ce Ministère, lors de leur recrutement en cette qualité, peuvent bénéficier de la dispense de l'examen médical prévue à l'article 2,dans les conditions qui y sont indiquées".

\+

\+ +

Article 22.

L'arrêté royal du 30 mars 1939, que le projet abroge, a été modifié par l'arrêté du Régent du 1er juillet 1946 et par les arrêtés royaux des 24 septembre 1951 et 16 février 1961.

L'article 22 devrait, dès lors, être rédigé de la manière suivante :

"Article 22.-

L'arrêté royal du 30 mars 1939 déterminant les aptitudes physiques requises des candidats aux emplois publics et en réglant la vérification, modifié par l'arrêté du Régent du 1er juillet 1946 et par les arrêtés royaux des 24 septembre 1951 et 16 février 1961, est abrogé".

\+

\+ \+

Le projet fait partie de la réforme du statut des agents de l'Etat. Les premiers arrêtés entrent en vigueur le 1er août 1964 (arrêté royal du 16 mars 1964 - Moniteur belge du 25 mars 1964, article 10). Il y aurait lieu de prévoir pour le présent projet la même date d'entrée en vigueur.

Het ontwerp vervangt het koninklijk besluit van 30 maart 1939 tot bepaling en controle van de lichamelijke voorwaarden welke van de kandidaten voor openbare betrekkingen vereist worden.

De eindbeslissing betreffende de lichamelijke geschiktheid van de gegadigden zal niet meer worden genomen door de "geneesheer-bestuurder" van de administratieve gezondheidsdienst (koninklijk besluit van 30 maart 1939, artikel 9, vierde lid),maar door een "scheidsrechterlijke commissie".

Die commissie wordt opgericht en haar werkwijze wordt geregeld in een ander ontwerp, dat samen met het onderhavige aan de Raad van State is voorgelegd (L.8764).

De scheidsrechterlijke commissie heeft uitsluitend tot opdracht te beslissen over de lichamelijke geschiktheid van de gegadigden ; ter wille van de coördinatie van beide teksten, stelt de Raad van State voor, er één ontwerp van te maken.

Dat ene koninklijk besluit zou als volgt kunnen worden ingedeeld :

.../...

Hoofdstuk I. - Geneeskundig onderzoek : artikelen 1 tot 7 van ontwerp L.8763.

Hoofdstuk II.- Klachten : artikelen 8 tot 13 van ontwerp L.8763.

Hoofdstuk III.-College van geneesheren : artikelen 1 tot 5 en 7 tot 9 van ontwerp L.8764.

Hoofdstuk IV.- Beslissingen : artikelen 14 tot 19 van ontwerp L.8763.

Hoofdstuk V. - Overgangs- en slotbepalingen : artikelen 20 tot 24 van ontwerp L.8763.

+

+ +

TOEPASSINGSGEBIED VAN HET ONTWERP.

Het toepassingsgebied van het ontwerp is niet zeer duidelijk omschreven.

Nadat het ontwerp in zijn aanhef heeft verwezen naar artikel 66, tweede lid, van de Grondwet en naar artikel 17 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937, bepaalt het in de artikelen 1 en 14 :

.../...

"Artikel 1.-

Alvorens in enigerlei hoedanigheid tot een ambt in de Rijksbesturen te worden toegelaten of benoemd...".

"Artikel 14.-

Tot een Rijksbestuur kan niet worden toegelaten, noch de hoedanigheid van stagiair of van Rijkspersoneelslid verwerven, de kandidaat ...".

De term "Rijksbesturen" is in het ontwerp overgenomen uit artikel 1 van het statuut van 2 oktober 1937 en van het koninklijk besluit van 30 maart 1939. Hij is te vaag, want geen bepaling omschrijft er de begripsinhoud van.

Andere bepalingen die op de ambtenaren toepassing vinden, werken met andere begrippen : de bezoldigingsregeling is van toepassing op "het personeel der Ministeries" (koninklijk besluit van 22 februari 1963) - het syndicaal statuut is van toepassing onder meer op "het personeel van 's lands algemeen bestuur" (koninklijk besluit van 20 juni 1955).

Het staat nergens geschreven dat het administratief, het geldelijk en het syndicaal statuut hetzelfde toepassingsgebied moeten hebben, maar het ware toch wenselijk, dat die statuten op dezelfde begrippen zouden bouwen en met dezelfde terminologie zouden werken (advies van de Raad van State vóór het koninklijk besluit van 20 juni 1955, Belgisch Staatsblad van 22 juni 1955).

\+ +

.../...

Volgens de inlichtingen verstrekt door de gemachtigde ambtenaar van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt, zou het ontwerp toepassing vinden op de ambtenaren van de besturen die onder het gezag van de Ministers staan, ongeacht of zij vastbenoemd, tijdelijk of hulppersoneel dan wel onder contract aangeworven zijn ; het zou eveneens toepassing vinden op de stagiairs, kandidaat-rijksambtenaren in de zin van het statuut van 2 oktober 1937 . Op leden van het onderwijzend personeel zou het ontwerp geen toepassing vinden.

De Regering zou derhalve de formule "personeel van 's lands algemeen bestuur" of de formule "personeel van de Ministeries" kunnen gebruiken.

Behoudt zij de formule "Rijksbesturen", dan zou in de tekst of althans in een verslag aan de Koning nader moeten worden aangegeven wat de inhoud van dat begrip is en welke categorieën van ambtenaren "een ambt in de Rijksbesturen" bekleden.

\+

\+ \+

OPSCHRIFT.

Aangezien het ontwerp geen maatstaven inzake lichamelijke geschiktheid meer bepaalt, zou het opschrift als volgt kunnen worden gelezen :

.../...

"Koninklijk besluit betreffende de controle op de lichamelijke geschiktheid vereist van gegadigden voor bepaalde overheidsbetrekkingen".

+

+ +

AANHEF.

Aan artikel 66, tweede lid, van de Grondwet ontleent de Koning de bevoegdheid om de reglementering betreffende de werving van ambtenaren van 's lands algemeen bestuur vast te stellen. Het is dan ook onnodig in de aanhef te verwijzen naar artikel 17 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937, dat alleen betrekking heeft op Rijksambtenaren in enge zin ; wordt die verwijzing toch behouden, dan zou, opdat niet kan worden gezegd dat het ontwerp alleen op Rijksambtenaren in de zin van het statuut van 1937 toepassing vindt, moeten worden verwezen naar de diverse besluiten tot vaststelling van speciale statuten voor tijdelijk personeel, tijdelijke werklieden, hulppersoneel, en van de statuten die aan sommige ambten eigen zijn.

Mocht het echter in de bedoeling van de Regering liggen het ontwerp toe te passen op andere categorieën van ambtenaren, wier statuut door of krachtens wettelijke of bijzondere bepalingen is vastgesteld, dan zou de aanhef ook naar die bepalingen moeten verwijzen.

.../...

In de aanhef wordt verwezen naar het koninklijk besluit houdende hervorming van de administratieve toestand van het Rijkspersoneel, inzonderheid naar artikel 3. Bedoeld wordt het koninklijk besluit van 16 maart 1964 tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 en van sommige andere besluiten betreffende het statuut van het Rijkspersoneel, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 25 maart 1964.

Toch moet er worden op gewezen, zoals voor de vorige verwijzing, dat genoemd koninklijk besluit alleen op Rijksambtenaren in enge zin zal slaan en dus niet hoeft te worden vermeld.

\+ +

Mocht de Regering een verslag aan de Koning opmaken, zoals in overweging is gegeven, dan zouden de consideransen van de aanhef daarin kunnen worden verwerkt.

In ieder geval is het onnodig ze in de aanhef van het ontwerp op te nemen.

\+ +

Artikel 1.

Behalve wat in verband met het toepassingsgebied van het ontwerp is gezegd, moeten bij artikel 1 de volgende opmerkingen worden gemaakt.

.../...

Het ontwerp is van toepassing op stagiairs kandidaat-rijksambtenaren. Bij hun aanwerving worden zij geneeskundig onderzocht (koninklijk besluit van 20 januari 1939 houdende vaststelling van de werking en de bevoegdheid van het Vast Wervingssecretariaat, artikel 12 - ontwerp-koninklijk besluit betreffende de loopbaanexamens van de Rijksambtenaren, artikel 5, waarover advies L.8602 is gegeven).

Toch kan niet worden gezegd, althans wat de stagiairs kandidaat-ambtenaren van niveau 1 betreft, dat zij een betrekking bekleden ; zij zouden dan ook in de tekst van artikel 1 afzonderlijk mooten worden vermeld.

\+ +

Het tweede lid kan beter als volgt worden gelezen:

"Wanneer het gaat om buitenstaanders die geslaagd zijn voor een vergelijkend wervingsexamen met het oog op vaste benoeming, heeft het geneeskundig onderzoek plaats op verzoek van de overheden die met de organisatie van de vergelijkende examens zijn belast ; in de overige gevallen heeft het plaats op verzoek van de betrokken Minister".

\+

\+ +

.../...

Artikel 2.

Volgens dit artikel worden "van het geneeskundig onderzoek, met het oog op vaste toelating , vrijgesteld de personeelsleden die reeds vroeger door de administratieve gezondheidsdienst definitief geschikt werden bevonden en sedertdien zonder onderbreking in dienstactiviteit zijn gebleven".

De stagiair kandidaat-rijksambtenaar van niveau 1 bekleedt geen betrekking en derhalve lijkt te moeten worden bepaald, dat de als stage doorgebrachte tijd voor de toepassing van dit artikel als actieve dienst geldt.

+

Waar het ontwerp bepaalt, dat de ambtenaar "zonder onderbreking" in dienstactiviteit moet zijn gebleven, is het niet voldoende duidelijk. Het zou moeten zeggen wat moet worden verstaan onder "onderbreking". Ongetwijfeld moet het hier gaan om de vrijwillige onderbreking, waarvan onder meer sprake is in de bezoldigingsregeling (koninklijk besluit van 22 februari 1963, artikel 16) of in de artikelen 64 en 66 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937, zoals het koninklijk besluit van 16 maart 1964 het heeft gewijzigd (L.8594), maar ook om een onvrijwillige onderbreking wegens ziekte, want zulk een onderbreking kan een nieuw geneeskundig onderzoek wettigen.

.../...

Het eerste lid van artikel 2 van het ontwerp zou derhalve moeten worden verduidelijkt.

\+ +

Het tweede lid van artikel 2 kan beter als volgt worden gelezen :

"Wanneer echter speciale eisen inzake lichamelijke geschiktheid worden gesteld, wordt alleen vrijgesteld de ambtenaar die reeds heeft doen blijken dat hij eraan voldoet".

\+
\+ +

Artikel 3.

Waar het ontwerp bepaalt, dat "de definitieve geschiktheid niet kan worden uitgesproken alvorens het personeelslid de leeftijd van 18 jaar heeft bereikt", herhaalt het een bepaling van het koninklijk besluit van 30 maart 1939.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, zou die grensleeftijd zo zijn vastgesteld wegens de verordeningsbepalingen betreffende het toezicht op de gezondheid van jonge arbeiders.

.../...

De leeftijd van 18 jaar was als grens gesteld in de bepalingen die in 1939 van kracht waren. Sedert het besluit van de Regent van 18 oktober 1945 wordt op de gezondheid van jonge arbeiders echter toezicht uitgeoefend tot de leeftijd van 21 jaar.

Het is zaak van de Regering te beslissen, of artikel 3 van het ontwerp in die zin moet worden gewijzigd.

\+

\+ +

Artikel 4.

Door in het eerste lid te zeggen, dat "de visites en onderzoeken plaatsvinden in de geneeskundige centra van de administratieve gezondheidsdienst", lijkt het ontwerp te bepalen dat de lichamelijke geschiktheid van de gegadigden zal worden onderzocht tijdens "visites" en tijdens "onderzoeken". Beide hebben plaats in de geneeskundige centra van de administratieve gezondheidsdienst, zodat niet duidelijk is, welk onderscheid moet worden gemaakt tussen visite en onderzoek.

Men schrappe dan ook de woorden "visites en".

\+ +

.../...

Het tweede lid zou beter in een ministeriële omzendbrief staan ; de daarin bepaalde maatregelen zijn van inwendige orde en machtiging bij koninklijk besluit is daarvoor niet vereist.

\+

\+ \+

Artikel 5.

Artikel 5 van het ontwerp kan beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 5.-

De gegadigden worden voor het geneeskundig onderzoek opgeroepen door toedoen van de administratieve gezondheidsdienst. Indien zij zonder geldige reden hebben nagelaten gevolg te geven aan twee opeenvolgende oproepen, waarvan de tweede bij een ter post aangetekende brief is gedaan, geeft de administratieve gezondheidsdienst daarvan kennis aan de overheden op wier verzoek tot het onderzoek werd besloten ; wordt geen reden aangevoerd, over de geldigheid waarvan die overheden oordelen, dan verklaren deze de kandidatuur van de betrokkene nietig".

\+

\+ \+

Artikel 6.

Artikel 6, tweede lid, noemt de verschillende beslissingen welke de onderzoekende geneesheer kan nemen :

.../...

Hij "concludeert dat de kandidaat kan aangenomen worden, al dan niet onder voorbehoud, dat hij in dienst mag behouden blijven, dat hem uitstel moet worden verleend, ofwel dat hij niet kan aanvaard worden".

Het in dienst behouden staat gelijk met het toelaten tot een nieuwe betrekking ; dat begrip moet vervallen.

\+ +

Artikel 8 en de Nederlandse versie van artikel 6 bepalen dat de beslissing kan luiden : toelating onder voorbehoud. Derhalve moet de Franse versie van artikel 6 worden aangepast. Te dien einde kan het tweede lid van dat artikel als volgt worden gelezen :

"Au dos de la déclaration d'identité, le médecin consigne les résultats de son examen et conclut à l'admissibilité, à l'admissibilité sous réserve, à l'ajournement ou à la non-admissibilité du candidat".

\+

\+ +

Artikel 7.

Dit artikel handelt over de kennisgeving van de beslissing van de onderzoekende geneesheer. Van die beslissing wordt aan de betrokkene kennis gegeven ; aan de overheden die het geneeskundig onderzoek hebben gevraagd, wordt van die beslissing alleen kennis gegeven ingeval zij "zonder enig voorbehoud gunstig" is.

.../...

Men kan zich afvragen of dit artikel volledig en voldoende duidelijk is.

Waar die tekst bepaalt dat de overheden, op wier verzoek het onderzoek plaatshad, van de beslissing kennis krijgen wanneer zij "zonder enig voorbehoud gunstig is", eist artikel 7, tweede lid, niet dat aan die overheden kennis wordt gegeven van een beslissing tot toelaatbaarheid onder voorbehoud, terwijl de gegadigden die onder voorbehoud toelaatbaar zijn verklaard, ambtenaar worden,maar, krachtens artikel 16, op geregelde tijdstippen geneeskundig onderzocht moeten worden. Het is mogelijk dat onder voorbehoud toelaatbare gegadigden tegen die beslissing geen bezwaar indienen ; het lijkt dan ook nodig te bepalen, dat van die beslissing kennis zal worden gegeven aan de overheden die het onderzoek hebben gevraagd.

Ook bepaalt het ontwerp niet, dat aan die overheden kennis moet worden gegeven van ongunstige beslissingen of van beslissingen waarbij de ambtenaar niet toelaatbaar verklaard of uitgesteld wordt ; aanvaarden de gegadigden die beslissingen en dienen zij geen bezwaar in, dan lijkt het nodig te bepalen, dat van die beslissingen kennis moet worden gegeven aan de overheden die het onderzoek hebben gevraagd.

\+ +

Ook het tweede lid van artikel 8 heeft betrekking op de kennisgeving van de beslissing van de onderzoekende geneesheer ; voorgesteld wordt, dat lid in artikel 7 in te voegen.

\+ +

.../...

Artikel 7 zou in het licht van deze opmerkingen moeten worden herzien.

\+

\+ +

Artikel 8.

Voorgesteld wordt, het eerste lid als volgt te lezen :

"Besluit de geneesheer dat de gegadigde niet toelaatbaar is, moet worden uitgesteld of onder voorbehoud toelaatbaar is, dan kan deze, binnen tien dagen nadat hem van die beslissing kennis is gegeven, vragen dat de redenen ervan worden medegedeeld aan een geneesheer van zijn keuze. Die geneesheer kan, binnen tien dagen na de mededeling van die redenen, een onderzoek eisen in consult met de geneesheer die de beslissing heeft genomen ; hij kan ook aan die geneesheer een verslag doen toekomen waarin hij de aangevoerde redenen weerlegt".

\+ +

Zoals reeds gezegd is, zou het tweede lid in artikel 7 moeten staan.

\+ +

Ten einde de tekst van het tweede lid te verduidelijken, vervange men de woorden "ingeval de ongunstige conclusie een minder-valide betreft" door de woorden "ingeval de beslissing tot niet-toelaatbaarheid, uitstel of toelaatbaarheid onder voorbehoud een minder-valide betreft".

\+

\+

Artikel 9.

De benaming "scheidsrechterlijke commissie" is niet zeer dienstig voor het aanwijzen van een college van geneesheren dat bevoegd is om een beslissing te nemen in verband met de lichamelijke geschiktheid van gegadigden.

Voorgesteld wordt, die benaming te vervangen door "college van geneesheren".

\+ +

Met inachtneming van deze opmerking wordt voorgesteld, dit artikel als volgt te lezen :

"Artikel 9.-

Indien de onderzoekende geneesheer en de door de gegadigde gekozen geneesheer het eens worden, wordt de conclusie van het geneeskundig onderzoek ofwel gehandhaafd ofwel gewijzigd.

Worden die geneesheren het niet eens, dan wordt het dossier ambtshalve aan een college van geneesheren gezonden, dat de beslissing neemt".

\+

\+ +

Artikel 10.

Met inachtneming van de opmerking bij artikel 9, zou artikel 10 van het ontwerp als volgt moeten worden gelezen :

.../...

"Artikel 10.-

Wanneer de gegadigde voor het college van geneesheren verschijnt, kan hij vragen om te worden bijgestaan door zijn geneesheer, die in dat geval in zijn advies wordt gehoord".

\+

\+ +

Artikel 11.

Artikel 11, Franse tekst, bepaalt : "... la décision ne comportant pas une admission immédiate ou sous réserve, ne peut être prise à l'égard d'un intéressé handicapé ..., qu'après avoir recueilli l'avis du Fonds national dont question ci-avant".

Uit artikel 8, tweede lid, blijkt dat alle ongunstige beslissingen ter kennis van het Rijksfonds moeten worden gebracht, dus ook de beslissing tot toelaatbaarheid onder voorbehoud ; die kennisgeving is vereist om dat Fonds in staat te stellen het in artikel 11 bedoelde advies te geven.

Het is dan ook niet duidelijk, waarom vóór beslissingen tot toelaatbaarheid onder voorbehoud het advies van dat Fonds niet zou moeten worden ingewonnen.

De Nederlandse tekst van het ontwerp bepaalt, dat het advies moet worden ingewonnen behalve wanneer het gaat om een beslissing tot "onmiddellijke en definitieve toelating".

.../...

Volgens de gemachtigde ambtenaar geeft de Nederlandse tekst de bedoeling van de Regering weer. De Franse zou derhalve moeten worden gewijzigd.

Voorgesteld wordt, het eerste lid van artikel 11 als volgt te lezen :

"De onderzoekende geneesheer en de geneesheer van de gegadigde, of het college van geneesheren, mogen tot niet-toelaatbaarheid, uitstel en toelaatbaarheid onder-voorbehoud van een minder-valide gegadigde, die als zodanig bij het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen is ingeschreven, eerst beslissen nadat het advies van genoemd Rijksfonds is ingewonnen".

\+ +

Gaat de Regering in op de wenk die in verband met de artikelen 7 en 8 is gegeven om artikel 8, tweede lid, in artikel 7 in te voegen, dan zouden de verwijzingen in het tweede lid van artikel 11 moeten worden gewijzigd.

\+

\+ +

Artikel 12.

Dit artikel kan beter als volgt worden gelezen :

.../...

"Artikel 12.-

De definitieve beslissing, ongeacht of zij het gevolg is van het akkoord tussen de onderzoekende geneesheer en de geneesheer van de gegadigde, dan wel door het college van geneesheren genomen is, wordt ter kennis gebracht van de gegadigde, van de overheden op wier verzoek het onderzoek plaatshad, en van het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen, indien de betrokkene als zodanig bij dat Fonds is ingeschreven.
Van die beslissing wordt melding gemaakt op de ommezijde van de identiteitsverklaring bedoeld in artikel 6".

\+

\+ +

Artikel 13.

Dit artikel werkt andermaal met het begrip beslissing die "niet gunstig" is. Vermoedelijk moet onder dat begrip hier hetzelfde worden verstaan als in artikel 8.

Het artikel kan derhalve beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 13.-

De honoraria van de behandelende geneesheer op wie een beroep werd gedaan op grond van de artikelen 8, 9 en 10, komen ten laste van de gegadigde, indien de eindbeslissing hem niet zonder voorbehoud toelaatbaar verklaart".

\+

\+ +

.../...

Artikel 14.

De werkingssfeer van het ontwerp is bepaald in artikel 1 ; het is dus onnodig daaraan te herinneren vooraan in artikel 14.

Mocht de Regering dit toch nodig achten, dan zouden de woorden "of van Rijkspersoneelslid" moeten worden geschrapt ; die categorie van ambtenaren ligt immers besloten in de meer algemene termen ambtenaar van een "Rijksbestuur".

\+ +

De bijzondere voorwaarden waaraan sommige gegadigden moeten voldoen, staan niet in artikel 18, maar in artikel 17 van het ontwerp. In het eerste lid moet dan ook naar dat artikel worden verwezen.

\+ +

Het tweede lid komt erop neer, te zeggen dat artikel 14 wordt vastgesteld onverminderd de wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947. Zulk een bepaling zou vooraan in het artikel kunnen staan.

\+ +

Voorgesteld wordt, artikel 14 als volgt te lezen :

.../...

"Artikel 14.-

Onverminderd de bijzondere bepalingen vastgesteld ter uitvoering van de wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947, voldoet niet bij het geneeskundig onderzoek:

1° de gegadigde die lijdt aan een gebrek of aan een gestabiliseerde kwaal die onverenigbaar is met de normale uitoefening van het ambt van de graad waarvoor de werving of de benoeming plaatsheeft ;

2° de gegadigde die niet voldoet aan de bijzondere eisen die kunnen worden gesteld op grond van artikel 17".

\+

\+ +

Artikel 15.

Uit de lezing van artikel 15 zou kunnen worden opgemaakt dat aan de toelating onder voorbehoud noodzakelijk uitstel moet voorafgaan. Dat is nochtans geenszins de bedoeling van de Regering, die daarvoor in artikel 6 twee geheel verschillende beslissingen voorschrijft.

Derhalve kan worden aangenomen dat een bepaling betreffende de toelaatbaarheid onder voorbehoud zou moeten worden ingevoegd tussen de artikelen 14 en 15.

Uitgaande van artikel 24 van het koninklijk besluit van 14 februari 1961 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, geeft de Raad van State in overweging de volgende bepaling in te voegen na artikel 14 :

.../...

"Artikel .-

Indien niet met zekerheid over de lichamelijke geschiktheid van de gegadigde kon worden geoordeeld , kan hij onder voorbehoud toelaatbaar worden verklaard ; in dat geval is hij benoembaar of kan hij tot de stage worden toegelaten".

\+ +

Artikel 15 kan beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 15.-

De gegadigde die lijdt aan een kwaal welke evolueert of zich opnieuw kan voordoen en de normale uitoefening van het ambt waarvoor wordt aangeworven, kan verhinderen ,wordt uitgesteld.

Zodra wordt vastgesteld dat de kwaal waaraan de kandidaat lijdt, geen besmettingsgevaar oplevert en dat zijn dienstaanwijzing zijn genezing niet kan schaden of aanzienlijk vertragen, kan hij onder voorbehoud toelaatbaar worden verklaard".

\+

\+ +

.../...

Artikel 16.

Dit artikel zou in het enkelvoud moeten worden gesteld, zoals de Raad van State ook voor de vorige artikelen heeft voorgesteld.

\+ +

Aangezien het ontwerp niet uitsluitend op Rijksambtenaren in enge zin van toepassing is, zou het vierde lid anders moeten worden gelezen :

"Heeft de administratieve gezondheidsdienst zich bij het verstrijken van die drie jaar niet definitief kunnen uitspreken, dan wordt de uitgestelde gegadigde of de onder voorbehoud toegelaten ambtenaar door de benoemende overheid uitgesloten ; is de graad waarnaar zij dingen of die zij bezitten echter een graad van Rijksambtenaar van niveau 1, dan wordt de uitsluiting uitgesproken door de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort".

\+
\+ +

Artikel 17.

Dit artikel kan beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 17.-

Ministeriële besluiten bepalen, per Ministerie, de bijzondere eisen inzake lichamelijke geschiktheid waaraan moet worden voldaan om te worden benoemd in bepaalde graden welke zij opgeven.

.../...

Die ministeriële besluiten worden vastgesteld op advies van de administratieve gezondheidsdienst en van het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen".

\+

\+ +

Artikel 18.

Men kan zich afvragen of dit artikel volledig is.

Artikel 27 van het koninklijk besluit van 14 februari 1961 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut bepaalt :

"Artikel 27.-

Ingeval de lijst van de graden bijzondere voorwaarden inzake lichamelijke geschiktheid stelt, vinden de artikelen 24 tot 26 geen toepassing. Aan die voorschriften moet dadelijk en zeker zijn voldaan".

Moet in het ontwerp geen soortgelijke bepaling worden ingevoegd om toepassing van de artikelen 15 en 16 uit te sluiten in de gevallen dat bijzondere eisen inzake lichamelijke geschiktheid zijn gesteld ?

Mocht de Regering het zo bedoelen, dan zouden in artikel 18 de nodige wijzigingen moeten worden aangebracht.

.../...

In het eerste lid vervange men de woorden "bij de aankondiging van de werving" door "in de oproep tot gegadigden".

\+

\+ +

Artikel 19.

In de Franse tekst vervange men de woorden "postule un grade dont l'accès requiert des aptitudes physiques particulières" door de woorden "postule un grade pour lequel des aptitudes physiques particulières sont requises".

\+

\+ +

Artikel 20.

Deze bepaling heeft geen verordenende strekking; zij zou in een omzendbrief moeten staan.

\+

\+ +

Artikel 21.

Dit artikel kan beter als volgt worden gelezen:

"Artikel 21.-

Ambtenaren die, als aanvullingsambtenaar van het Ministerie van Landsverdediging, door de geneeskundige dienst van dat Ministerie geschikt zijn bevonden

.../...

toen zij in die hoedanigheid werden aangeworven, kunnen van het geneeskundig onderzoek worden vrijgesteld zoals bepaald in artikel 2 en onder de aldaar gestelde voorwaarden".

+

+ +

Artikel 22.

Het koninklijk besluit van 30 maart 1939 dat door het ontwerp wordt opgeheven, is gewijzigd door het besluit van de Regent van 1 juli 1946 en door de koninklijke besluiten van 24 september 1951 en 16 februari 1961.

Artikel 22 zou dan ook als volgt moeten worden gelezen :

"Artikel 22.-

Het koninklijk besluit van 30 maart 1939 tot bepaling en controle van de lichamelijke voorwaarden welke van de kandidaten voor openbare betrekkingen vereist worden, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 1 juli 1946 en bij de koninklijke besluiten van 24 september 1951 en 16 februari 1961, wordt opgeheven".

+

+ +

Het ontwerp maakt deel uit van de hervorming van het statuut van het Rijkspersoneel. De eerste besluiten treden 1 augustus 1964 in werking (koninklijk besluit van 16 maart 1964, Belgisch Staatsblad van 25 maart 1964, artikel 10). Het onderhavige ontwerp zou op dezelfde datum in werking moeten treden.

La chambre était composée de

Messieurs : J.SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

G.HOLOYE, conseillers d'Etat,
J.MASQUELIN, raadsheren van State,

J.ROLAND, assesseurs de la section de législation,
J.DE MEYER, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G.DE LEUZE, greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier-griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.F.REMION, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.F.REMION, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G.DE LEUZE. (s.) J.SUETENS.